



Isolde Charim

## Anciens et nouveaux mythes de l'histoire

Avec l'élargissement à l'Est, un discours se développe pour sans cesse remettre en question, de façon toujours plus véhémente, quelques idées à l'origine de la fondation de l'Union européenne. Les débats nationaux impliquant les passés de ces états sont ainsi toujours déplacés à un niveau européen. Le cas du journaliste polonais renommé, Adam Krzeminski, constitue un exemple emblématique de cette discussion, avec son essai qui a eu un grand retentissement " Autant de guerres que de nations, les mythes et les vérités de la Seconde Guerre mondiale ".<sup>1</sup> Chez lui, l'idée fondatrice de l'UE qui devait dépasser les différences sanglantes dans un " plus jamais ça ", relève d'un mythe fondateur qu'il s'agirait de mettre tout de suite en question pour deux raisons.

Il y aurait d'abord, selon Krzeminski, non pas *un* mythe mais bien davantage *plusieurs* mythes, autant que de nations impliquées dans la guerre. Chacune aurait développé son propre récit national des événements, d'où le titre de son essai. Ensuite, ces mythes agiraient de façon absolument pas unificatrice : il diagnostique plutôt un véritable " clash " de ces mythes nationaux, selon l'expression concise qu'il utilise. Il n'y aurait pas seulement, selon ses recherches, une absence d'approche commune sur la période 1939–1945, mais aussi une concurrence entre chacun de ces récits nationaux. Le souvenir de la Seconde Guerre mondiale ne conduirait à aucune unité mais au contraire diviserait. Cette division se poserait de façon toujours plus problématique sur la voie de ceux qui oeuvrent pour l'unité européenne.

Krzeminski suppose que la présentation d'un " mythe fondateur " serait elle-même un mythe, autrement dit, une entreprise hégémonique qui laisserait dominer un certain récit du passé et escamoterait par là-même aussi bien les différentes expériences que les différentes mythologies qui ont pu en être tirées.

Essayons de comprendre ce que cela signifie. Krzeminski ne renvoie pas seulement aux récits de guerre dominants des Etats-Unis et de l'URSS, qui ont été utilisés pour servir différentes légitimations. Krzeminski nie aussi l'Holocauste, qui est depuis les années 70 la perspective centrale de lecture des événements, en tant que base commune de l'UE. La mort en masse à un niveau industriel est rejetée comme expérience commune fondamentale de l'UE. Dans son optique, l'Holocauste apparaît insuffisant comme mythe fondateur car il suppose une universalisation qui dépasse les expériences nationales. De façon non-dite, la narration de l'Holocauste devient en même temps au regard de l'UE un discours hégémonique. Timothy Snyder s'engouffre lui aussi exactement dans cette voie avec son texte intitulé " Europe unie, histoires séparées. "<sup>2</sup> Selon Snyder, les expériences vécues à l'Est ne seraient pas intégrées à l'UE. Ceci serait la cause du manque d'unité européenne et de

solidarité. Alors qu'il y a chez Krzeminski une différenciation entre les expériences — traumatiques — et les créations de mythologies, cette différenciation est complètement absente chez Snyder. Il ne parle que l'expérience vécue à l'Est, ce qui équivaut aux souffrances, qui ont été vécues à l'Est. Pour ces deux auteurs, l'idée directrice permettant d'aboutir à une réelle unification de l'Europe serait tout de même d'accepter d'intégrer les expériences vécues pendant la guerre dans les nouveaux pays membres. Il s'agirait de corriger le récit dominant de l'UE et d'imposer une version de l'histoire — aujourd'hui négligée —, qui serait une vérité historique. Il s'agit donc dans ce débat d'une reconnaissance des expériences vécues à l'Est, c'est-à-dire d'une reconnaissance des souffrances. C'est la perspective centrale. Ceci a toutefois deux implications.

D'une part, l'approche repose sur le fait que pour la période 1939–1945 le rôle de victime est clairement déterminé. Autrement dit, le passage du souvenir du génocide juif au " monopole juif de victime " devient une narration qui porte atteinte à l'hommage dû à toutes les autres victimes et à leur reconnaissance. D'autre part, on voit là la méfiance envers la politique européenne de la mémoire qui est considérée comme une nouvelle entreprise hégémonique.

Il semble cependant que de telles positions estiment mal le développement actuel. Celui-ci se laisse mieux appréhender avec le regard du lacanien français Jean-Claude Milner. Milner ébauche une image dans laquelle un *demos* européen se développe à partir de la représentation d'UN peuple, c'est-à-dire d'un tout limité, vers un tout illimité, qui a tendance à tout inclure et à admettre de moins en moins d'exceptions. Avec son élargissement constant, l'Europe tend de plus en plus à devenir ce que le psychanalyste Jacques Lacan appelait un non-tout : une unité universelle non fermée et illimitée. La condition pour une telle Europe est toutefois " la fin de toutes les légitimations et traditions historiques séparées " — contrairement à ce que prône Krzeminski qui, bien au contraire, prévoit le retour d'une confrontation des mythes nationaux et leur " clash ", soit la poursuite de la guerre au moyen du souvenir.

Avec Millner, on doit alors faire le reproche suivant à Krzeminski : la libération qu'il espère des narrations séparées a lieu depuis longtemps. Des événements comme celui qu'il a lui-même signalé, à savoir la non-participation des Litvaniens et des Estoniens aux festivités organisées à Moscou en l'honneur de la Victoire, ne constituent qu'un aspect de ce développement. L'autre aspect, plus durable, se laisse découvrir avec Millner dans le mouvement exactement opposé : les différences nationales relatives au souvenir disparaissent de plus en plus, sans que celles-ci soient pour autant refoulées ou négligées. Bien au contraire, on assiste à la création d'un nouveau mythe qui est justement tissé à partir de ces narrations : les légendes nationales des héros et les récits héroïques sont remplacés par chacune des souffrances propres et par les victimes en général. En ce sens, les textes comme ceux qui sont cités ici sont performatifs : ils participent à la création de ce nouveau mythe. La mise au même niveau, sur le plan moral, de toutes les victimes de la Seconde Guerre mondiale, est devenue depuis longtemps un discours général, au-delà du cas du " révisionnisme ". Cela repose sur une reconnaissance des souffrances, dont celles des Allemands sous les bombardements alliés ou celles de toutes les personnes exilées ou déplacées.

Dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne, il s'agissait encore d'une empathie absolue pour les victimes étrangères. Je me souviens d'un épisode de Lindenstraße — une série télévisée qui parvenait à retranscrire toutes les

sensibilités allemandes dans des conflits quotidiens — dans lequel cette attitude trouvait son expression idéale avec la révolte pubertaire d'un jeune homme qui avait décidé de se raser la tête pour choquer son environnement immédiat en rappelant l'apparence d'un déporté. Actuellement, cette " empathie impossible ", cette " identification inacceptable " (selon Diederich Diederichsen) avec la victime étrangère s'est clairement déplacée vers une découverte de la propre victimisation. S'il y a aujourd'hui un " clash " des mémoires, cela concerne avant tout les récits concurrents de victimes. Ce qui est fondamental, c'est que le nouveau récit, celui qui doit fonder une nouvelle unité européenne et reconnaître toutes les victimes, ne soit accessible que par un élargissement du concept de victime jusqu'à un principe général d'humanité qui renonce à la différenciation entre victime et bourreau.

A l'Ouest, cela passe par la privatisation de la pensée. L'histoire ressentie remplit de plus en plus tout l'espace de la mémoire. La période de 1939 à 1945 est racontée comme une expérience subjective de souffrance vécue et c'est ainsi qu'une dimension biographique apparaît dans l'histoire. Cela signifie aujourd'hui, 60 ans après, que ces souvenirs sont liés avant tout à des souvenirs de famille et non plus essentiellement à des expériences personnelles. De ce fait, il s'agit naturellement de constructions par lesquelles on essaie de rationaliser, de disculper, en somme de faire un bon récit. L'histoire en tant que souvenir d'une souffrance propre à la famille s'écrit surtout sous le signe de la compréhension.

Une telle privatisation met les hommes comme individus au premier plan, et non plus les contextes sociaux et politiques. Seulement, on pourrait argumenter — et c'est exactement ce qui se passe partout —, que cela signifie un gain pour le phénomène de concrétion propre à l'histoire. Dans les faits, cela suppose une dépolitisation de l'histoire car la concrétion de la personne est en même temps une abstraction. Elle laisse derrière elle toutes les déterminations proches et ramène directement les expériences des individus à la douleur humaine et générale à travers la définition d'un nouveau concept universel de victime. Il en résulte un tout autre mythe de la victime qui s'ajoute sans lien direct au débat actuel très animé sur la politique européenne de mémoire.

Ce nouveau statut de victime est ambivalent. D'un côté, il signifie un classement dans le général et l'humain, et de l'autre, il permet en même temps de " parvenir à un gain dans la distinction " (selon Norbert Frei) car la reconnaissance en tant que victime apporte une plus-value identitaire. Celle-ci ne consiste pas moins en une nouvelle subjectivité qui selon l'expression du philosophe français Alain Badiou se laisse caractériser ainsi : " l'Homme est ce qui est capable de se reconnaître soi-même comme victime ". Cela peut paraître comme une libération pour de nombreuses histoires nationales. S'il devait arriver que ceci soit ce qui est spécifiquement européen dans cette subjectivité — ce que Snyder cherche comme " culture européenne commune " —, alors ceci serait une réalisation perversie de l'idée fondamentale européenne. En tout cas, on doit objecter à Snyder et Krzeminski que, jusqu'à présent, ce n'est manifestement que par moins de concrétion, par une dépolitisation de la pensée et non par une plus-value de vérité, qu'on est parvenus à un regard commun sur le passé.

---

<sup>1</sup> Adam Krzeminski, "As many wars as nations. The myths and truths of World War II", trad. Antonia Lloyd-Jones, *sign & sight* [revue en ligne], 6 avril 2005, <http://signandsight.com/features/96.html>, consulté le 8 septembre 2005. Paru pour la première fois en polonais dans *Polityka* le 23 mars 2005.

<sup>2</sup> Timothy Snyder, "Balancing the books", *Index on Censorship*, 34, (2/2005), également dans [Eurozine](#). Paru pour la première fois en allemand sous le titre "Vereintes Europa, geteilte Geschichte", *Transit*, 28 (2005).

---

Published 2007-07-13  
Original in German  
Translation by Caroline Segal  
© Isolde Charim  
© Eurozine